
« Communauté », « commun » et « biens communs » : Les parcours de la résistance digitale

Paola Sedda



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/variations/905>

DOI : [10.4000/variations.905](https://doi.org/10.4000/variations.905)

ISSN : 1968-3960

Éditeur

Les amis de Variations

Référence électronique

Paola Sedda, « « Communauté », « commun » et « biens communs » : Les parcours de la résistance digitale », *Variations* [En ligne], 21 | 2018, mis en ligne le 05 avril 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/variations/905> ; DOI : [10.4000/variations.905](https://doi.org/10.4000/variations.905)

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Les ami•e•s de Variations

« Communauté », « commun » et « biens communs » : Les parcours de la résistance digitale

Paola Sedda

Introduction

- 1 Karl Marx évoque l'idée d'un réseau informationnel global dans lequel chacun peut s'informer et être connecté avec les autres, dans les « Grundrisse » (fondements d'une critique de l'économie politique)¹. En anticipant la montée du travail informationnel, il entrevoit également l'avènement de celle qui sera qualifiée, un siècle plus tard, de « société de l'information ». Si l'on s'appuyait sur le portrait qu'en fait Manuel Castells, la « société de l'information » se caractériserait par la centralité de l'information en tant que source primaire « de la productivité et du pouvoir » et l'importance des technologies en tant que « nouvelle base matérielle » de la dite société². Dès lors, la théorie de la société de l'information

« se présente partout comme un moyen de comprendre la période historique actuelle et les tendances de développement dominantes dans notre société, mais aussi, simultanément, comme l'idéologie de légitimation privilégiée des détenteurs du pouvoir économique et politique ».³

- 2 Alimentée par la philosophie de l'industrialisme saint-simonienne⁴ et, plus largement, par l'histoire ancienne du mythe du progrès technologique⁵, cette idéologie réticulaire a indéniablement contribué à façonner l'*ethos* de l'Occident. Toutefois, les racines historiques expliquent seulement en partie le succès et la résistance au temps de cette mythologie. Le mythe du réseau technique se fonde en effet également sur un ensemble de visions et d'aspirations révolutionnaires qui, allant de l'idéal du collectivisme et de l'autogestion à celui de la propriété sociale, jaillissent directement du terrain de la critique. Le développement d'Internet a ainsi été fortement conditionné par les principes de la science ouverte chers aux universitaires et par les idéaux libertaires qui se

propageaient en même temps au sein des communautés des hackers et des secteurs de la contre-culture.

- 3 Que ce soit dans le cadre de son utilisation marchande ou civique, l'idéal de la « communauté » et du « commun », ayant participé à forger les imaginaires, les usages et les représentations, demeure fondateur dans le développement socio-technique d'Internet. En stimulant des nouvelles utopies politiques, le « cyber-espace »⁶ est vécu en effet également comme le lieu de déploiement d'une « communauté retrouvée ». Les sentiments nostalgiques vis-à-vis des communautés traditionnelles, balayées par les processus d'individualisation et d'accélération⁷ de la modernité, seraient enfin comblés par les nouvelles possibilités de socialisation et de coopération ouvertes par les liens numériques. La communauté virtuelle peut alors devenir un lieu de contestation de l'*anomie* sociale ainsi qu'un vecteur de son dépassement.
- 4 Vécue en dehors des logiques marchandes de la rentabilité et de la compétition, l'éthique qui régit les usages pionniers de l'informatique est donc éminemment politique. Toutefois, l'époque de l'Internet des pionniers semble désormais révolue. Plusieurs analystes du réseau soulignent le processus progressif de marchandisation du web s'étant produit en correspondance avec la généralisation de ses usages⁸. Ainsi, les formes variées de transposition des liens communautaires dans l'environnement numérique semblent être devenues une nouvelle source de productivité pour les entreprises capitalistes. L'activité des communautés en ligne leur permet en effet de générer une forme d'attachement à la marque d'une façon à pouvoir légitimer et pérenniser les modes de la production capitaliste⁹. Afin de préserver la nature sociale, désintéressée et coopérative des activités communicationnelles et cognitives en ligne, le capitalisme a donc repris à son compte les principes libertaires des pionniers d'Internet. Dans cette perspective, les idéaux de la participation et de la création collaborative en ligne constituent désormais une véritable idéologie qui nourrit et justifie « le nouvel esprit du capitalisme »¹⁰.
- 5 Avec l'objectif de dévoiler les tensions qui se jouent dans cette nouvelle configuration socio-économique, nous proposons tout d'abord l'analyse croisée d'un ensemble de lectures critiques nous permettant de pointer l'impact de la communication en réseau dans les processus de changement des organisations capitalistes¹¹. L'ambiguïté générée par la rencontre entre les valeurs mutualistes de la collaboration et de l'autogestion et la sphère de la production capitaliste réhabilite la pertinence d'une perspective centrée sur la critique des mécanismes de la domination sociale. Avec des degrés d'intensité critique différents, les perspectives que nous allons mobiliser dans la deuxième partie de l'article (celles relevant de l'économie informationnelle¹², du *digital labor*¹³ et du « commun »¹⁴) ont le mérite de rendre visibles les processus d'aspiration des forces vitales de la coopération entre les Hommes par le capital. Ces différents modèles théoriques semblent pouvoir contribuer à alimenter une approche dialectique de la communication où les pratiques digitales sont envisagées dans leur double dimension reproductive et résistante.

La communauté virtuelle comme nouvel instrument du capital

- 6 L'avènement d'une « société numérique » ou, en reprenant la pensée de Saint-Simon, d'une « société-réseau », où les échanges interindividuels médiatisés par les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) contribueraient à définir le

social, n'est crédible que si les avancées technologiques rencontrent un projet politique impliquant notamment des changements radicaux des modèles culturels et sociaux. Or, en dépit de l'apparente banalité de cette affirmation, les changements socio-techniques sont souvent abordés sous la forme de « l'impensé »¹⁵. En effet, l'idéologie du web peut s'affirmer uniquement si l'on évacue les dimensions politique et éthique. Ce travail de lissage a l'objectif de masquer la configuration politico-économique dans laquelle s'inscrivent la conception et le contrôle de la technique, réservées à une classe dominante peu nombreuse¹⁶. Sous l'impulsion des « maîtres de la technique », les identités sociales et les modes de vie se construisent et se détruisent au rythme des changements techniques¹⁷. Ce phénomène entraîne une accélération dans la disparition des métiers, les mutations des formes du travail et les phénomènes de restructuration des organisations.

- 7 Afin d'enchanter un monde économique marqué par la précarité, l'instabilité et l'injustice, on proclame une liberté inédite, du citoyen, du travailleur et de l'usager, d'agir, de participer et de créer. Cela se traduit par des activités massives de production et de consommation de biens symboliques et informationnels dans le cadre desquelles les possibilités de récolter et partager collectivement les bénéfices annexes sont précluses aux producteurs. Il s'impose alors une société marquée par l'assimilation entre le marché et la liberté créatrice de l'Homme. Cette connexion trompeuse est alimentée par l'utopie réticulaire de la communauté. Au fondement de « l'idéologie du web social », l'idéal de la communauté virtuelle imprègne les discours économiques jusqu'à devenir un instrument de communication essentiel de l'organisation capitaliste. En renvoyant à un ensemble de notions positives telles que l'interaction, la décentralisation, l'horizontalité et la coopération volontaire, cet idéal participe « d'un travail d'unification, d'intégration, voire d'enchantement de l'espace productif »¹⁸.

L'ère réticulaire de la domination du travail

- 8 Afin de mieux comprendre la montée de l'utopie réticulaire et la fonction qu'elle semble recouvrir dans l'organisation capitaliste, il faut remonter aux transformations des formes tayloriennes de la relation et de l'organisation du travail. Certains observateurs critiques spécialisés dans le domaine de la communication des organisations soulignent la manière dont, au cours de l'histoire récente, il s'est produit un transfert symbolique des fonctions de communication du mouvement ouvrier au champ du pouvoir économique de l'entreprise¹⁹. Dès lors, l'entreprise fait irruption dans l'espace public afin d'affirmer son modèle social. En assimilant sa fonction à celle des mouvements oppositionnels qu'elle prétend absorber et neutraliser, l'entreprise va promouvoir, en interne et en externe, l'idéal de la citoyenneté. Le système de coopération contemporain, axé sur l'adoption d'une intelligence pratique et de compétences relationnelles et communicationnelles, présuppose en effet l'implication et l'adhésion de l'individu à l'entreprise et à ses objectifs. Cette nécessité purement instrumentale va entraîner un projet massif d'unification symbolique et d'enchantement des relations de travail. La nouvelle stratégie discursive se fonde ainsi sur une série de permutations : de la transaction à la relation, du rapport à la marque à l'adhésion, de la coercition à la coopération. Danièle Linhart parle à ce propos de « tournant participatif »²⁰ reposant essentiellement sur l'organisation en réseau et le besoin de communauté.
- 9 Au niveau temporel, les prémices du tournant organisationnel sont normalement situées au début des années 1980²¹. Les auteurs parlent d'un passage du taylorisme, permettant

d'employer une main-d'œuvre peu qualifiée et de la contrôler à partir d'une analyse méticuleuse de chaque maille du système productif, à un modèle *participatif*, censé recoudre les relations de défiance entre le patronat et la classe ouvrière ayant encouragé jadis la lutte des classes. Cette nouvelle démarche vise l'individualisation et, donc, la dépolitisation des relations de travail, par le biais de l'affaiblissement et de la déstabilisation des collectifs des travailleurs où se forment les traditions de contestation. Ce nouvel habillage symbolique de l'exploitation salariale se fonde sur la mère de toutes les permutations de sens : le passage de la figure de « l'exécutant », soumis aux exigences d'une chaîne de production, à celle de « l'acteur », du faiseur de réseau, prenant partie active à la construction des savoirs de l'entreprise et à l'amélioration de son fonctionnement²².

Le travail cognitif entre participation et exploitation

- 10 La centralité des activités cognitives et participatives des travailleurs ne constitue pas une réelle nouveauté. Le travail cognitif, défini par Marx en tant que « general intellect »²³, revêtait déjà une importance cruciale dans le modèle du taylorisme. En effet, dans l'entreprise taylorienne, les agents étaient amenés à développer des savoirs clandestins pour palier l'absurdité et les contraintes causées par la séparation nette entre l'espace de la direction et celui de l'exécution. Toutefois, aujourd'hui, il n'est plus considéré comme rentable pour le capitalisme que les salariés bricolent à la marge de l'organisation, le but étant désormais qu'ils apportent à l'entreprise leurs savoirs et leurs connaissances des machines, qu'ils réfléchissent, participent et fassent connaître leurs pratiques. Dans cette perspective, la mise en place du participatif, qui représente une invitation faite aux exécutants d'investir au grand jour l'espace du fonctionnement interne de l'entreprise, est bien une stratégie de transformation d'un type d'acteur en un autre²⁴.
- 11 La bienveillance de cette permutation reste cependant douteuse car celle-ci semble correspondre toujours à une forme de soumission, à un désir de plier l'autre pour l'adapter aux exigences de la rentabilité commerciale. Cette contradiction se répercute aussi au niveau des injonctions contradictoires auxquelles sont confrontés les travailleurs. D'un côté, ils sont sollicités et incités à parler, à innover, à produire et partager des informations, tandis que, de l'autre côté, ils sont souvent cantonnés aux limites rigides d'une organisation qui reste, pour ce qui est son modèle hiérarchique et de gouvernement, encore essentiellement taylorienne. L'organisation se trouve donc aujourd'hui face à une situation paradoxale : elle vise à déconstruire les organisations ouvrières et les collectifs des travailleurs mais elle se trouve en même temps obligée à favoriser la création du « capital social »²⁵, des identités collectives, de la confiance et du sens d'appartenance des salariés qui seuls peuvent garantir l'efficacité du travail cognitif. La mobilisation de l'idéal de la communauté s'insère ainsi dans un champ traversé par de nombreuses tensions. L'animation stratégique de la communauté professionnelle, d'intérêt ou de pratique, répond en effet à l'injonction contradictoire à la création de nouveaux liens communautaires, détachés des identités de classe et censés remplacer l'action politique des organisations ouvrières. Le message, certes illusoire, est très clair : il n'y a plus besoin de défendre et négocier les droits des travailleurs puisqu'ils sont dès à présent appelés à participer, s'exprimer et s'épanouir dans des nouvelles communautés choisies. Cependant, ces nouveaux besoins communautaires sont seulement partiellement comblés par la construction de la culture d'entreprise, ce qui pousse l'organisation

capitaliste à recourir d'une façon stratégique aux outils numériques afin de faciliter l'interaction, la co-construction des savoirs et la formation de communautés. Le réseau permet alors l'établissement de nœuds de communication entre les différents niveaux hiérarchiques de l'organisation et donne l'impression d'une collaboration plus « transversale » et d'un processus « ascendant » de construction du savoir. Ces discours, ayant envahi le quotidien des travailleurs, résonnent désormais dans toutes les sphères de la société. Leur prégnance réside dans leur capacité à cacher un système encore entièrement fondé sur l'exploitation de la force travail. Les processus participatifs de production des savoirs de l'entreprise n'impliquent aucunement la disparition de l'organisation hiérarchique, de la verticalité du système de prise des décisions ainsi que de la distribution inégale des statuts et des profits.

- 12 Au final, alors que le modèle psychologique de l'individu autonome pénètre l'univers de l'entreprise, les logiques d'optimisation et de rentabilité s'affirment dans la sphère des affects²⁶. L'environnement numérique contribue ainsi à l'hybridation des ces deux mondes qui se présentaient comme étant nettement séparés. Dans cette perspective, la pervasivité du modèle et de l'idéal de la communauté virtuelle semble pouvoir progressivement lisser les frontières entre l'espace de la production sociale et l'espace de la production marchande. La disparition de cette frontière est capitalisée par les acteurs de l'économie numérique qui aliènent les individus en les privant du fruit de leur labeur, à savoir les profits dérivés des ressources symboliques produites par la libre collaboration et association entre les êtres humains.

Prémises critiques pour une sortie du capitalisme

- 13 L'organisation est la forme consciente et explicite que se donnent les êtres humains pour coordonner leur activité. Selon Marx, un mode d'organisation articulé à la praxis est une forme de coopération visant la réalisation de l'individu, le libre déploiement de son potentiel humain, des formes de socialisation et de connaissance de soi, de l'autre et du monde. Malgré la multiplication et la diffusion des discours sur l'émancipation et l'*empowerment*, les pratiques des hommes s'articulent les unes aux autres dans une constellation économique et politique précise : le capitalisme industriel avancé. Or, si on assume que la critique du capitalisme peut passer par la critique de ses outils, on peut donc considérer que ceux-ci fonctionnent comme un nouveau moyen d'oppression et d'atteinte à la liberté.
- 14 Les nombreux services en ligne mis à disposition des usagers ont fait de l'identité et du récit identitaire, désormais standardisés par le format commercial du profil numérique, le nouveau produit de pointe des industries de la communication²⁷. Derrière la promesse d'une subjectivité épanouie dont les potentiels et les qualités seraient visibles et reconnus par les autres membres de la communauté, l'identité numérique devient en même temps une ressource marchande appropriée par les entreprises de l'économie digitale. Dans ce nouveau contexte, le système publicitaire et du sponsoring peut être directement alimenté par les contributions volontaires et spontanées des citoyens.
- 15 Comment pouvons-nous critiquer ce système qui semble, bien que d'une façon trompeuse, répondre aux exigences de connaissance de soi, de l'autre et du monde ? Les théories critiques ont permis de rendre visibles et inacceptables les processus de déshumanisation du travail, la déqualification ouvrière et la fragmentation sociale. Cependant, aujourd'hui le capitalisme semble être porteur d'un *nouvel esprit*, sa force

étant fondée sur sa capacité à se transformer par le biais même d'une intégration discursive des apports de la critique²⁸. La place accrue qui est attribuée à l'autonomie, à la libre expression et au travail des communautés, vise en effet à désarmer la critique portant sur la déshumanisation du travail. Quelles sont donc les nouvelles approches critiques susceptibles d'encourager un dépassement du système capitaliste ?

- 16 Notre prémisse est que les différents modèles théoriques prônant la sortie du capitalisme s'appuient sur une même hypothèse critique : les liens communautaires, la production du *commun*, la création collective des biens symboliques, étant à la base des nouveaux processus de production capitalistes, constituent en même temps un levier pour la révolte car ils fonctionnent en tant que révélateurs du caractère parasitaire de notre système économique²⁹.

Élargir le domaine public de l'économie informationnelle

- 17 Dans la forme présente de capitalisme, un grand nombre de biens est produit par des communautés participant volontairement à leur création par le biais de « l'échange asynchrone ». Un esprit de partage et de coopération animerait ainsi les forums ou les blogs portant sur la santé, les séries, le cinéma ou encore les nombreuses communautés en ligne s'intéressant à des questions sociétales, politiques, juridiques ou culturelles.
- 18 Selon Michel Gensollen, « l'échange du don asynchrone de biens non rivaux », structurant les formes de création des biens symboliques et informationnels, se fonde sur les normes de l'interaction communautaire. L'auteur présuppose que le modèle de l'échange du don, étudié dans le cadre des rituels *Koula* en Nouvelle Guinée, anime également les activités des communautés virtuelles³⁰.
- 19 Ainsi, les formes de la collaboration en ligne stimuleraient le développement d'une « économie non rivale » où la production collective des biens informationnels ne se fonde pas sur le système du travail salarial mais sur la collaboration volontaire. Ces productions s'apparenteraient alors à des *biens communs* au sens où ils sont susceptibles de contribuer à la création d'un patrimoine *commun* dont les ressources ne peuvent pas être épuisées par l'usage de la part du grand nombre. En d'autres mots, la consommation généralisée des biens informationnels n'implique pas leur destruction mais favorise au contraire leur amélioration. L'un des exemples les plus parlants est celui de l'encyclopédie *Wikipédia* dont le dispositif ouvert et axé sur le partage et la libre consultation des critiques et des débats autour du contenu publié permet une amélioration constante de sa qualité.
- 20 L'auteur précise que les communautés virtuelles qui sont à la base de la création de biens non rivaux se développent souvent de la façon suivante : un individu, ou un petit groupe d'individus, crée, améliore ou copie un bien numérique pour son usage personnel (cela peut concerner l'écriture ou l'amélioration d'un logiciel, la publication d'une opinion ou d'une recension, la copie de fichiers multimédia ...). Une fois le bien constitué, sa mise à disposition sur Internet représente un coût nul pour les auteurs. Cette nouvelle économie informationnelle ne se situe pas en marge de l'économie marchande mais elle a été parfaitement intégrée au système de marché et représente aujourd'hui une source de profit à un coût dérisoire. Michel Gensollen met l'accent sur le fait qu'une économie fondée sur l'innovation a besoin d'ouvrir le processus créatif au grand nombre, d'ajouter, à l'information descendante des médias de masse et à la distribution spécialisée, des contributions multiples venant des communautés d'intérêt et des contextes de vie ordinaires. Elle a besoin en somme de faire porter par la demande elle-même une partie

du coût, très élevé, de sa formation. Le nouveau modèle de création des produits qui en découle devient alors celui de la co-évolution³¹.

- 21 L'objectif de l'auteur semble être celui de souligner les nouveautés apportées par l'économie informationnelle tout en pointant également la continuité avec le fonctionnement des communautés dites traditionnelles. En effet, si les formes de socialisation de la production intellectuelle ne constituent pas un fait nouveau, Internet contribue à amplifier les possibilités d'expression, de partage et de mise en circulation des contributions ordinaires mais aussi à en permettre l'instrumentalisation et la capitalisation de la part du marché. Gensollen conclut en dénonçant les limites que le système du marché propriétaire impose à l'économie informationnelle. S'il a le mérite de souligner le lien entre les communautés traditionnelles et les communautés virtuelles, il ne va pas trop loin dans le travail de mise en perspective historique des conflits économiques et de la manière dont s'y inscrivent les pratiques de création et de communication médiatisées. En effet, l'incompatibilité entre le modèle du marché propriétaire et celui de l'économie du savoir n'est pas uniquement liée au caractère prétendument exceptionnel des biens informationnels mais elle est propre à un système économique et politique visant à privatiser plutôt qu'à collectiviser. Ainsi, sauf des rares exceptions, la nouvelle économie informationnelle ne se situe pas en marge de l'économie marchande mais elle s'y retrouve parfaitement intégrée. Les processus d'instrumentalisation de la communauté virtuelle ne font donc qu'accentuer l'opposition politique et éthique entre la logique capitaliste, fondée sur la consommation, la destruction et l'obsolescence des biens, et les principes qui s'y opposent depuis le XIX^e siècle, en prônant la défense de la propriété sociale et l'autogestion des moyens de production. En se limitant à survoler cette opposition principale, l'auteur nous propose une mise à jour des contradictions des formes économiques du capitalisme sans pour autant envisager une voie de sortie.
- 22 Une autre approche qui peut être assimilée à celle de Michel Gensollen, pour la lucidité des constats mais également pour le caractère partiel et transitoire des solutions apportées, est celle de Yochai Benkler³². Référence incontournable dans le domaine de l'économie informationnelle et du partage, le juriste nord-américain a contribué d'une façon significative à opérer un rapprochement intellectuel important entre les théories du logiciel libre, initiées par Richard Stallman, et la théorie des *commons*, propulsée entre autres par le travail précurseur d'Elinor Ostrom³³. En refusant les modèles économiques traditionnels ainsi que la dichotomie entre la gestion de l'État et celle fondée sur le marché, Ostrom affirme que les acteurs (locaux) sont en capacité de s'auto-organiser pour « gouverner » des ressources communes en produisant collectivement le système de règles qui permet leur préservation et exploitation durable³⁴. Benkler tente alors de constituer une synthèse théorique des défis de l'économie de l'information à partir des potentialités éducatives, politiques et d'innovation qui y sont associées. Sa vision est celle d'une nouvelle donne et d'une nouvelle perspective de développement de la société où, en reprenant ses mots, « il serait désastreux de permettre aux vainqueurs d'hier de dicter les termes de la concurrence économique de demain »³⁵. Cela signifie que les nouvelles potentialités doivent être partagées et diffusées le plus largement possible et que des marchés non propriétaires doivent être préservés afin de garantir la pérennité et la poursuite du développement des biens communs.
- 23 Le but de l'auteur est de montrer comment et pourquoi l'économie de l'information en réseau ne peut demeurer fondée sur des valeurs et des règlements qui sont issus des

époques antérieures. En ce sens, les *biens communs* peuvent certes être garantis par les autorités gouvernementales, mais l'auteur met en garde contre les risques de monopole ou de contrôle que pourrait exercer une entreprise ou un gouvernement sur les systèmes de circulation et d'accès aux données (comme dans le cas de l'entreprise *Google*). C'est précisément au niveau du dépassement de cette dichotomie entre le marché et l'État que le rapprochement du modèle du logiciel libre avec celui des *biens communs* présente un grand intérêt en ce qu'il permet l'élaboration de formes économiques plurielles. Malgré les différences substantielles entre les deux mouvements de pensée³⁶, le rapprochement va s'opérer par le biais du refus commun des doctrines de la propriété ayant acquis progressivement un rôle hégémonique³⁷.

- 24 S'il n'apporte pas des solutions critiques radicales pour faire face à l'hégémonie propriétaire, Yochai Benkler invoque tout de même la nécessité d'un développement (encouragé par l'action publique) d'amples secteurs non marchands de l'économie informationnelle. Cet univers d'action, parallèle et/ou alternatif au marché, est censé permettre le plein accomplissement de son potentiel et de ses prérogatives de création, de partage et de préservation des *biens communs informationnels*³⁸.
- 25 La proposition principale qui émerge de ces lectures consiste donc dans un élargissement du domaine public de l'économie informationnelle qui n'a pas l'ambition de remplacer l'économie marchande propriétaire. Toutefois, cette double dimension de l'économie de l'information (à la fois libre et/ou ouverte et propriétaire) favorise la création d'un domaine d'expérimentation non marchand pouvant devenir un moteur d'innovation et de pérennisation du système de production capitaliste. Encadrées dans une perspective critique, les deux approches, l'une favorisant l'établissement d'un lien entre les différentes étapes historiques des « enclosures » et l'autre entre différents types de *biens communs*, pourraient jeter les bases pour la construction d'un espace de luttes partagé. Ce dernier aurait vocation à préserver et garantir l'accès des populations mondiales aux ressources, soient-elles locales, rivales et limitées (comme dans le cas de la pêche, l'agriculture ou l'eau), soient-elles immatérielles et inépuisables. Ainsi, insérées dans un projet politique de résistance au capitalisme, les communautés virtuelles, tout comme les communautés territoriales, pourraient se démarquer du *modus operandi* du marché et constituer un rouage essentiel d'une nouvelle forme politique fondée sur le principe de la répartition égalitaire des bénéfices de la coopération sociale.

Lutter contre l'exploitation capitaliste du « digital labour »

- 26 Dans une perspective critique plus radicale, l'approche du « digital labour » nous encourage à dénoncer les formes variées de captation marchande des activités de communication ordinaires, désormais intégrées, acceptées ou ignorées par les masses d'internautes.
- 27 Les activités communicationnelles qui animent les sites de réseau social et qui sont normalement assimilées à du loisir, peuvent-elles être considérées comme un travail ? Où se situent-elles ? Dans la sphère marchande ou dans celle non-marchande ? Y a-t-il un nouveau type d'exploitation lié à l'activité numérique et aux formes de participation et de collaboration en ligne ? Ce sont les questions posées par la plume d'Antonio Casilli et de Dominique Cardon dans l'ouvrage récent « Qu'est-ce que le digital labor ? »³⁹. Le « digital labour » ne se réfère pas à l'économie numérique ni aux employés qui fabriquent des dispositifs technologiques. Bien qu'il en soit d'une certaine manière une conséquence, le

« digital labour » ne se réfère pas non plus au concept plus ancien de « capitalisme cognitif » développé, entre autres, par Yann Moulier-Boutang et Carlo Vercellone. Il faut se situer en dehors des lieux classiques de la production, dans les lieux de la sociabilité ordinaire, dans les interactions quotidiennes médiatisées par les TIC, c'est là que nous pouvons détecter des formes assimilables au travail parce que productrices de valeur appropriée et capitalisée par les grandes entreprises technologiques⁴⁰. Le « digital labour » correspond donc à la réduction de nos liaisons numériques à un moment du rapport de production. En effet, chaque post, chaque photo, chaque saisie et même chaque connexion aux dispositifs numériques produit de la valeur qui est absorbée par le capital.

- 28 En se positionnant à contre courant par rapport aux études qui privilégient l'approche de « l'échange du don asynchrone », ce mouvement théorique souligne que les *foules intelligentes* de Rheingold peuvent être mobilisées à des fins politiques et culturelles tout comme elles peuvent être transformées en ressources, réduites en pure marchandise. Ce courant décide de ne pas ignorer le phénomène de captation de la valeur des plateformes numériques par le capitalisme et de ne pas passer à côté des formes de paupérisation des créateurs numériques, inscrits dans une relation de travail non rémunérée et dissimulée par une rhétorique de la participation. Ces travailleurs s'ignorent et se considèrent comme des consommateurs de services gratuits dont ils permettent en même temps le fonctionnement.
- 29 Cependant, alors qu'il paraît étrange de penser à une quelconque forme de rémunération du contenu généré par l'utilisateur ou de ses données personnelles, des nouvelles plateformes et modalités de travail numérique voient la lumière : *Flickr* a annoncé la revente des images amateurs sous licence *Creative Commons*, des nouveaux modèles de « sharing economy » (*AirB&B*, *BlaBlaCar*...) se multiplient et se marchandisent progressivement, *Youtube* propose un modèle d'exploitation commerciale des chaînes ordinaires créées par les *youtubeurs* et les *youtubeuses* à succès, des plateformes de micro-travail comme *Uber* font leur apparition. Or, toutes ces initiatives impliquent une étape supplémentaire dans le processus bien connu de rationalisation, parcellisation et précarisation du travail. Le travail semble pouvoir se produire de plus en plus en dehors des statuts, des protections sociales et des droits conquis à travers les luttes des siècles derniers.
- 30 Le « digital labour » est donc un travail cognitif (qui peut être peu qualifié) qui se manifeste à travers une activité informelle, capturée et appropriée dans un contexte marchand en s'appuyant sur des tâches médiatisées par des dispositifs numériques (souvent mobiles). Ces tâches relèvent du dialogue, de la coopération, de l'échange en ligne, en harmonie avec les principes de fonctionnement qui régissent les plateformes du web social. Ainsi, la participation et la mise en commun sont une composante importante qui est mise à profit par le « digital labour », ce qui implique une forme nouvelle d'exploitation. Il semble par contre que, face à un haut degré d'exploitation, on enregistre un bas degré d'aliénation⁴¹. L'aliénation deviendrait supportable car les internautes sont exploités pendant qu'ils amusent et qu'ils interagissent avec leurs communautés. Mais nous pourrions également penser que le niveau d'aliénation devient maximal car l'ensemble des espaces en ligne dédiés au loisir et aux relations intimes et amicales rentre dans la sphère marchande sous la forme dissimulée d'un service gratuit offert aux consommateurs/producteurs en échange de leur force de travail communicationnelle. La particularité est constituée ici par l'apparente disparition de la relation de travail

amenant à une perte totale du contrôle que les producteurs en ligne peuvent exercer sur le fruit de leur labeur. Cela résonne aussi parfaitement avec le processus de marchandisation intégrale des sphères de la culture et de la société décrit par Adorno et Horkheimer⁴².

- 31 Pour d'autres représentants du courant, les travailleurs digitaux pourraient ne pas être conscients de leur état d'aliénation (ils seraient alors « heureux et exploités » selon la formule de Carlo Formenti ⁴³). Dans tous les cas, les usagers des plateformes collaboratives ne perçoivent pas leurs activités comme étant un travail et, dans la plupart des cas, ne s'attendent pas à une rémunération en retour. Pour d'autres observateurs, c'est la notion même d'aliénation qui a changé, elle se fonderait aujourd'hui sur le manque de maîtrise sur ses propres données comme étant un prix à payer pour la promesse d'une insertion réussie dans la société.
- 32 Antonio Casilli et Dominique Cardon se limitent ici à poser des questions de recherche critiques sans offrir une réelle perspective de changement capable de mettre fin aux nouvelles formes d'exploitation. Cependant, les écueils soulevés par la perspective du « digital labour » semblent suggérer l'urgence d'une sortie du système capitaliste.
- 33 Sortir, oui, mais comment ? À côté des plateformes marchandes d'exploitation du travail communicationnel des usagers, on remarque également l'émergence non négligeable de pratiques résistantes visant à politiser les usages de la technologie et à mettre à mal la logique de prédation et d'accumulation du capital. Bien que parfois considérées comme marginales, les expériences contestataires convoquant, d'une manière ou d'une autre, la libération du cyber-espace se multiplient au jour le jour. Certaines d'entre elles concernent directement la conception et l'architecture des plateformes ainsi que leurs politiques en matière de traitement des données. Parmi ces plateformes alternatives, nous pouvons mentionner le logiciel libre et à but non lucratif *Diaspora* permettant la création de communautés dont les membres peuvent échanger en dehors de l'espace marchand et bénéficier d'une politique de protection des données personnelles. Ce projet, initié par un groupe d'étudiants new-yorkais, démontre que la communication conviviale et le déploiement des identités subjectives et collectives en ligne peuvent avoir lieu sans que l'utilisateur se sente obligé à négocier avec les acteurs du marché du web dans une relation qui le voit bien évidemment toujours en perte.
- 34 En suggérant une diaspora des usagers de *Facebook*, cette application épouse un système décentralisé qui est distribué sur différentes instances du service appelées « pods ». Ce type d'initiative soulève la nécessité de distinguer l'espace des échanges interpersonnels et communautaires de l'espace commercial de la vente en ligne. Elle vise à restituer une dignité et une liberté à l'utilisateur d'Internet, normalement obligé à se plier aux formats de la consommation afin de pouvoir bénéficier des nouvelles formes numériques de sociabilité, d'insertion et de mise en réseau. Annoncé dans la page d'accueil, le projet *Diaspora* se fonde sur trois philosophies principales ayant été également à la base de l'Internet des pionniers : la décentralisation (on peut s'enregistrer sur différents servers, *pods*, disséminés partout dans le monde tout en étant connecté avec le réseau mondial), la liberté (l'utilisateur peut libérer son imagination et créer une nouvelle identité) et la protection de la vie privée (sur *Diaspora*, chaque utilisateur possède la maîtrise de ses données personnelles et ne signe pas des accords pour leur vente aux entreprises)⁴⁴. Contrairement à la plupart des plateformes marchandes, *Diaspora* donne la possibilité à tout internaute de décider et choisir le contenu qu'il voudra faire apparaître dans son fil d'actualité.

- 35 Si des usagers critiques ont collaboré à la conception et au développement d'un contre-Facebook, d'autres se sont penchés sur l'élaboration d'un contre-Twitter. Ayant atteint un million d'utilisateurs en décembre 2017, *Mastodon* est un système open source de micro-blogging fondé sur la création de communautés décentralisées et autonomes. Comme sur Twitter, les utilisateurs publient des courts posts (jusqu'à 500 caractères) appelés « toots ». Les utilisateurs peuvent rejoindre un serveur spécifique sur *Mastodon* (une « instance ») qui est régulée par des principes de fonctionnement qui lui sont propres et qui peut se connecter avec d'autres instances comme les nœuds d'un réseau. Fondé sur la décentralisation et l'auto-régulation, *Mastodon* encourage l'abandon massif du réseau social Twitter. Le 31 décembre, la communauté a en effet lancé une campagne appelée « Evacuation day » pour favoriser la migration vers ce réseau alternatif.
- 36 Les plateformes digitales sans finalités lucratives du type *Wikipedia*, *Diaspora*, *Mastodon* ou même, en partie, le projet *Wikileaks*, peuvent être considérées comme des nouveaux collectifs de travailleurs du « digital labour »⁴⁵ qui refusent l'exploitation des plateformes marchandes du web social et sont susceptibles d'inaugurer des nouvelles luttes pour revendiquer et négocier des meilleures conditions d'organisation et de valorisation du travail informationnel. Christian Fuchs mentionne à ce propos le projet du « Immaterial labor union »⁴⁶, un syndicat qui envisage des nouvelles possibilités d'organisation politique pour le « digital labour ». Dans la page d'accueil, nous pouvons consulter une proposition politique axée sur le temps court, visant la réduction des abus dans les conditions de travail perpétrées au sein des plateformes marchandes de réseau social, et une ambition de long terme, qui encourage l'élaboration et la mise en place de plateformes alternatives.
- 37 Les travaux sur le « digital labour » nous aident à considérer les acteurs commerciaux qui opèrent dans le secteur numérique comme n'importe quelle autre entreprise capitaliste qui exploite la force de travail de ses utilisateurs. Afin de lutter contre ces nouvelles formes masquées d'exploitation, nous avons besoin que les travailleurs s'organisent dans des nouveaux collectifs numériques capables de revendiquer les droits des utilisateurs des médias sociaux. Il est donc très important de considérer que l'exploitation du « digital labour » est liée aux autres formes de marchandisation des *communs* qui incluent donc les *communs* de la communication.
- 38 Afin de contribuer à creuser le chemin tortueux vers l'émancipation de l'individu, il faudra donc également prendre en compte l'économie politique d'Internet. La critique de cette dernière doit être connectée avec la critique de l'économie politique du capitalisme considéré comme un système global⁴⁷ de domination économique et culturelle.

Établir une nouvelle hégémonie du « commun »

- 39 L'ensemble des luttes contemporaines semblent aujourd'hui être centré autour de la défense du principe du « commun ». Bien que les synergies entre les différentes actions citoyennes, culturelles et politiques ne soient pas toujours évidentes dans la configuration contestataire actuelle, cette cohérence pourrait émerger de plus en plus d'une façon à permettre la diffusion d'une nouvelle hégémonie du « commun » dans l'espace public. Au cœur de toutes les revendications sociales et culturelles qui se sont récemment opposées au néolibéralisme, le « commun », au sens qui lui est attribué par Pierre Dardot et Christian Laval, doit être considéré en tant que nouveau « principe

politique » voué à protéger l'intérêt collectif face aux abus et aux expropriations des classes dominantes⁴⁸. Ici le terme « commun » se situe donc à une autre échelle par rapport au concept de « bien commun » car il constitue le principe politique de collaboration mutuelle permettant de gérer d'une façon démocratique les biens communs et de les soustraire aux captations du marché.

- 40 Selon les auteurs, Internet, dont nous avons dévoilé les nouvelles formes d'exploitation, peut aussi être considéré comme un « commun de la connaissance ». Ils soulignent à ce propos que le projet initial d'Internet prend corps dans un cadre universitaire et non marchand, au sein d'une communauté de chercheurs où semblait régner l'idéal normatif habermassien de l'égalité dans les statuts et dans les possibilités de participation et de publication. Ces chercheurs veulent croire que la collaboration a plus d'efficacité que la compétition. Internet peut donc être considéré comme l'enfant de la Science ouverte dont l'*ethos* présuppose que l'on fasse de la connaissance un *patrimoine commun*.
- 41 La thèse principale des auteurs du *Commun* repose sur l'idée que la lutte des classes s'est déplacée sur le plan des connaissances et opposerait désormais les créateurs aux propriétaires. Les organisations ont besoins de créer un capital-client, une communauté de consommateurs invités à entrer dans les univers de la marque, à participer à la définition des produits en se transformant en co-producteurs. Le capitalisme contemporain se nourrit ainsi du travail intellectuel des créateurs et de la production du *commun*. En nous rappelant que les gens ordinaires qui produisent du contenu sur Internet sont devenus un réservoir de main-d'œuvre bon marché, les deux philosophes rejoignent les perspectives avancées par le « digital labour ». Au final, la logique coopérative des réseaux (qui aurait pu être soumise à la production du *commun*) est au contraire instrumentalisée par le marketing.
- 42 Cela montre clairement que les TIC ne constituent aucunement une source autonome de nouveauté et de changement. Souvent invoquée comme remède à tous les maux de la société⁴⁹ et investie du pouvoir résolutif du *Deus ex machina*, la technique est au contraire forgée par la politique de communication dans laquelle s'inscrivent sa conception et ses usages. Ainsi, afin de préserver le travail collaboratif et le libre accès aux *biens communs*, il est nécessaire d'instituer des normes et un principe politique qui puisse garantir une gestion collaborative et ouverte des *communs*. Les travaux d'Elinor Ostrom suggèrent en effet que le *commun* devrait également correspondre à un principe de l'agir axé sur la préservation des intérêts de la collectivité, régie elle-même par la coopération et la collaboration mutuelle⁵⁰.
- 43 Cette nouvelle lutte des classes n'a pas forcément des finalités distinctes par rapport à la lutte des classes historique. À ce propos, André Gorz souligne que « l'abolition du travail salarié fut une revendication fondatrice du mouvement ouvrier français » et que « elle ne fut supprimée des statuts de la CGT qu'il y a vingt ans »⁵¹. Cette revendication implique le refus des hommes et des femmes à être traités comme des marchandises. Aujourd'hui, le travail devient de plus en plus discontinu et précaire, les rémunérations sont flexibles et imprévisibles. Ces changements sont propulsés par le système capitaliste qui vise à adapter les formes de travail aux nouvelles formes de production de la valeur. Mais la réponse, pour Gorz, n'est pas le plein emploi, la croissance des postes et des heures de travail mais, au contraire, la promotion d'une « société de la multiactivité » où le travail contraint baisse pour laisser l'espace au travail pour soi. De plus en plus de personnes essaient aujourd'hui de s'engager dans plusieurs activités qui ne relèvent pas toutes de la sphère du travail et de la production stricte de marchandises. Les contraintes

déterminées par le marché de l'emploi amènent souvent les hommes et les femmes à se réaliser en dehors des relations classiques de travail. C'est ainsi que de nombreux jeunes s'engagent dans des activités de sous-titrage des biens culturels, de traduction, de critique littéraire et cinématographie, ainsi que dans la création d'une myriade de pages web et de blogs politiques, sociaux ou culturels. Chacun trouve donc des formes d'épanouissement et de loisir qui terminent par contribuer à alimenter l'économie capitaliste en devant, dans la plupart des cas, se plier aux formes de captation et de monétisation de l'économie numérique. Ces activités, tout en alimentant la production économique, ne sont que très rarement assimilées au travail.

- 44 En abordant certaines thématiques générales concernant les nouveaux contextes et formes du travail numérique, nous avons essayé de développer et argumenter autour d'une contradiction interne au système capitaliste contemporain. Tout en entravant la collectivisation de la production sociale, il continue à être dépendant des liens communautaires et de la coopération entre les Hommes. Si nous appuyons ce discours, il ne nous sera pas difficile d'accueillir les propositions du philosophe de la fin du travail qui nous rappelle que « le travail n'est plus fait par le multinationales, il n'est plus une marchandise ou une production de marchandises, mais une production en commun au service de besoins communs »⁵². Les nouvelles richesses sont donc constituées par des liens sociaux de coopération qui sont aspirés et monétisés dans le cadre de l'économie capitaliste. Il suffirait donc de rompre avec l'hégémonie de la productivité, de la propriété et de l'accumulation pour y substituer une nouvelle hégémonie du *commun* s'appuyant sur la valorisation communautaire des biens produits à travers la coopération et l'auto-organisation des populations sur Internet et sur les territoires. Le travail terminerait d'être dépendant et contraignant pour se libérer du rapport salarial et des relations de pouvoir et deviendrait alors une activité collective soumise uniquement à la production de biens communs. Pas besoin de travailler au-delà de la production de ces biens, toutes les autres activités sont donc à considérer comme étant choisies librement de la part de chaque individu et vécues enfin comme une source d'émancipation et de réalisation de soi. En repartant de l'inspiration originaire du mouvement ouvrier, nous pourrions renouveler encore et toujours cet appel à la libération du travail.

Conclusion

- 45 La société capitaliste avancée produit de nombreux risques et menaces dont les populations prennent de plus en plus conscience. Selon l'interprétation d'Ivan Illich, ces menaces peuvent être regroupées en cinq catégories principales : la *sur croissance* (qui menace le droit de l'homme à s'enraciner dans l'environnement dans lequel il a évolué); la *industrialisation* (qui menace son droit à l'autonomie dans l'action); la *surprogrammation* (empêchant l'expression de sa créativité); la *compléxification* des processus de production (qui met à mal le droit à la parole et à l'expression politique); et, enfin, le renforcement des mécanismes d'*usure* (qui le prive du droit à la tradition)⁵³. À ces cinq menaces, à la fois distinctes et interconnectées, il en ajoute une sixième constituée par « la frustration profonde engendrée par l'imposition d'une satisfaction obligatoire et outillée »⁵⁴. Face à ces dérives, la tentation est forte de rechercher une solution dans la croyance aveugle en la science et le progrès technique.
- 46 Selon ce penseur original, nous devrions au contraire tendre vers une *société conviviale* dont l'émergence serait encouragée par un processus politique qui permette à la

population de donner des limites à la croissance de l'outillage industriel⁵⁵. La réalisation d'une telle société implique une inversion politique radicale qui est le fruit d'une nouvelle hégémonie capable de remplacer le *credo* de la surproduction avec la réduction drastique des besoins en outillage et l'activation d'une logique anti-impérialiste de gestion de la propriété commune et du vivre ensemble.

- 47 La revendication d'une *société conviviale* se décline aujourd'hui en une multitude de projets visant la décroissance, le retour aux procédés biologiques, les formes variées de transition socio-écologique ou, encore, le développement du secteur a-capitaliste de l'Économie sociale et solidaire. L'ensemble de ces initiatives est voué à garantir le respect de l'Homme et de son environnement tout en satisfaisant les besoins primaires de la population mondiale.
- 48 Quel rôle pourrait-il jouer l'univers technique dans ce processus ? Notre travail a essayé de démontrer que les enjeux de la technique sont avant tout politiques. À ce propos, nous avons mis en exergue les contradictions dont Internet est porteur : l'idéal du réseau et les principes communautaires et décentralisateurs qui lui sont assignés s'appliquent aussi bien au domaine de l'entreprise qu'aux milieux marginaux et contestataires. La dialectique de l'Internet que nous avons essayé d'esquisser continue d'être nourrie et de se manifester quotidiennement. Celle-ci re-découpe la dialectique intrinsèque au capitalisme cognitif. Alors que le niveau d'exploitation et les injustices se creusent dans les sociétés contemporaines, les effets inattendus de la globalisation du capitalisme nous amènent en même temps à partager tous un monde commun que nous pouvons combattre de l'intérieur. Ce combat peut se fonder sur une attitude et une pratique conscientes des citoyens leur permettant de rendre visibles leurs actes de participation à la construction du « commun » et de les soustraire ainsi à l'emprise du capitalisme.
- 49 Tout en gardant un lien et une cohérence avec le combat du passé, les concepts de « commun », de « communauté » et de « bien commun », ainsi qu'ils ont été théorisés par les auteurs critiques, sont au centre des nouvelles luttes contre la propriété et l'exploitation capitalistes. Le *commun* indique ainsi la richesse commune et les modalités que l'on se donne pour la préserver, la défendre et la partager entre tous et toutes. En suivant les intuitions de Michael Hardt et Antonio Negri, le *commun* peut également être interprété comme l'ensemble des « résultats de la production sociale nécessaires à l'interaction sociale et à la poursuite de la production : les connaissances, les langages, les codes, l'information, les affects, etc... »⁵⁶.
- 50 Les différentes théories critiques que nous avons évoquées pointent toutes une nécessité urgente de préservation et distribution du *commun*, dans des nouveaux cadres, politiques, éthiques ou écologiques. Toutefois, malgré la conscience accrue des risques produits par les logiques néolibérales de la production capitaliste, cette cohérence des luttes contemporaines est cachée par l'idéologie dominante visant à légitimer les systèmes d'expropriation, de privatisation et d'exploitation du *commun*. Et cela malgré le fait qu'une grande partie de notre monde soit commune, libre d'accès et se développe à travers la collaboration active et volontaire des membres de la société.
- 51 Cette même tension est au cœur des nouvelles formes de production de la valeur. Dans les environnements numériques, des projets tels que *Wikipedia* et *Diaspora* co-habitent avec des plateformes marchandes qui monétisent les activités communicationnelles des usagers et en exploitent les données personnelles. La contradiction est ici fondée sur le fait que, en dépit de leurs tendances à être privatisées, les formes contemporaines de

production et d'accumulation capitalistes nécessitent, voire exigent, des formes d'expansion du *commun*⁵⁷.

- 52 Ainsi, au-delà des différences que nous avons soulignées, les théories du « commun » et des « biens communs » visent à jeter les bases pour l'affirmation d'une nouvelle pensée hégémonique. Cette dernière se doit de protéger et assurer les richesses collectives d'une manière à libérer les potentiels de création et d'auto-gouvernement des individus dans un nouveau cadre décrit tour à tour comme étant *convivial*, *public*, *hors marchand* ou fondé sur la *multiactivité*.
- 53 Ces changements, qui pourraient nécessiter beaucoup de temps, ne sont pas impossibles. En effet, puisque le capitalisme est un système social historique, l'Internet capitaliste n'est pas non plus la seule option possible de l'Histoire⁵⁸. Comme toute alternative historique, une nouvelle forme d'Internet demande une révolution, culturelle, économique et sociale. Cette révolution pourrait se fonder sur les principes de la « communauté », du « commun » et du « bien commun », renvoyant à l'idéal d'une société sans classes où chaque individu peut bénéficier des fruits de la production sociale des biens matériels et immatériels. Cependant, cette projection est assombrie par la matérialité d'une configuration propriétaire des moyens de production, et donc de communication, qui se présente comme très concentrée et asymétrique tant à l'échelle locale qu'à celle internationale. Mais ces obstacles ne sont pas insurmontables. L'Histoire est là pour nous montrer que non seulement les classes subalternes peuvent se révolter contre l'exploitation mais qu'elles sont également capables « d'organiser une société libre et humaine »⁵⁹. Ainsi, le dilemme « socialisme ou barbarie » (posé par Rosa Luxembourg en 1916 et repris en 1948 par l'organisation révolutionnaire fondée par Castoriadis et Lefort) est plus que jamais d'actualité et nous permet de déceler et distinguer la liberté à laquelle les hommes et les femmes peuvent aspirer des formes passées et actuelles de l'esclavage. Les espaces de rébellion se reconstituent et se renouvellent constamment et englobent aujourd'hui les pratiques d'expression et d'action médiatisées par les technologies numériques. L'appropriation communautaire et politique de la technologie n'est bien évidemment pas le seul terrain de lutte mais elle pourrait constituer l'un des avant-postes du combat pour l'affirmation d'une nouvelle hégémonie capable d'accélérer la sortie du capitalisme et de réaliser enfin les principes d'humanité et d'égalité qu'y sont niés.

NOTES

1. Marx K. (1857/1858), *Grundrisse: Foundations of the critique of political economy*, Harmondsworth, Penguin, p. 161.

2. Castells M. (1998), *L'Ère de l'information*, Tome 1, *La société en réseau*, Fayard.

3. Garnham N., Gamberini M-C. (2000), « La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie : une critique », In : *Réseaux*, volume 18, n°101. Questionner la société de l'information. p. 53-91, p. 55.

4. Musso P. (2003), *Réseaux et société*, Paris, PUF.

5. Mosco V. (2004), *The Digital Sublime, Myth, Power and Cyberspace*, The MIT Press.
6. Terme originellement adopté dans le *Neuromancer* de William Gibson.
7. Rosa H. (2010), *Accélération, Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte.
8. Cardon, 2010, Op. cit; Flichy P. (2001), *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte.
9. Bouquillion, P., Matthews Jacob T. (2010), *Le web collaboratif, Mutations des industries de la culture et de la communication*, PUG.
10. Boltanski L. et Chiapello E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
11. Floris B. (1996), *La communication managériale*, Presses Universitaires de Grenoble;
- Linhart D. (2015), *La comédie humaine du travail : De la déshumanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale*, Erès.
12. Gensollen M. (2004), « Économie non rivale et communautés d'information », *Réseaux* 2004/2 (n° 124);
- Benkler, Y. (2009), *La richesse des réseaux : Marchés et libertés à l'heure du partage social*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
13. Cardon D. et A. Casilli A. (2015), *Qu'est-ce que le Digital Labor ?*, INA Éditions;
- Formenti C. (2011), *Felici e sfruttati: Capitalismo digitale ed eclissi del lavoro*, Egea.
- Fuchs, C. (2014), *Digital Labour and Karl Marx*, New York, Routledge.
14. Dardot P. et Laval C. (2014), *Commun, Essai sur la Révolution au XXI Siècle*, La Découverte, Paris;
- Hardt M. et Negri A. (2012), *Commonwealth*, Gallimard, 1ère édition Stock.
15. Robert, 2001. Op. cit.
16. Feenberg A. (2014), *Pour une théorie critique de la technique*, Lux Éditeurs, Montréal.
17. Feenberg, 2014, Op. cit.
18. D'Almeida N. (2001), *Les promesses de la communication*, Paris, Presses Universitaires de France.
19. Floris, 1996. Op. cit.
20. Linhart D. (1990), « Quels changements dans l'entreprise? », In: *Réseaux*, vol. 8 n°41. pp. 75-92.
21. Boltanski L. et Chiapello E. (1999). Op. cit.
22. Linhart, 1990. Op. cit.
23. Marx, 1857/1858, Op. cit.
24. Linhart, 1990. Op. cit.
25. Putman R. D. (1995), « Bowling Alone. Americas Declining Social capital », *The Journal of Democracy*, vol. 6, n° 1, pp. 65-78.
26. Illouz E. (2006), *Les sentiments du capitalisme*, Seuil.
27. Gomez-Mejia G. (2016), *Les fabriques de soi ? Identité et industrie sur le web*, Éditions MKF.
28. Boltanski et Chiapello, 1999. Op. cit.
29. Dardot et Laval, 2014; Negri et Hardt, 2012. Op. cit.
30. Gensollen M. (2004), « Économie non rivale et communautés d'information », *Réseaux* 2004/2 (no 124), p. 141-206.
31. Gensollen évoque à ce propos trois modèles de co-évolution auxquels correspondent trois types de communauté : les communautés d'échange d'expérience, dont le rôle est celui de préparer la demande aux innovations de l'offre; les communautés d'échange de fichiers (comme *eMule* ou *Vuze*), dont le rôle est de tirer pleinement parti du caractère non rival des biens informationnels numérisés ; et enfin les communautés épistémiques, dont le rôle est de permettre une synthèse des formes sous le contrôle des consommateurs experts (Gensollen, 2004).
32. Benkler, 2009. Op. cit.
33. Broca S. et Coriat S. (2015), « Le logiciel libre et les communs, Deux formes de résistance et d'alternative à l'exclusivisme propriétaire », *Revue internationale de droit économique* 2015/3 (t. XXIX), p. 265-284.

34. « Les institutions sont rarement soit privées, soit publiques – “le marché” ou “l’État”. De nombreuses institutions ... sont riches de mélange d’institutions alliant caractères privés et publics qui remettent en cause toute classification en vertu d’une dichotomie stérile. »
In : Ostrom E. (2010), *Gouvernance des biens communs*, De Boeck, Louvain-la-Neuve, p. 28.
35. Benkler, 2009. Op. cit. p. 60.
36. Dans le cadre de la théorie des bien communs, il s’agit de biens limités et épuisables (comme la pêche, l’eau, la faune) qui doivent donc être préservés afin d’en assurer la durabilité et l’accès pour les communautés locales. Dans le contexte de l’économie informationnelle, nous sommes confrontés au contraire à des biens inépuisables, qui peuvent être universellement accessible sans que l’usage élargi et intensif implique leur destruction.
37. Broca et Coriat, 2015. Op. cit.
38. Benkler, 2009. Op. cit.
39. Cardon D. et A. Casilli A. (2015), *Qu’est-ce que le Digital Labor ?*, INA Éditions.
40. Cardon et Casilli, 2015. Op. cit.
41. Fisher E. et Fuchs C. (2015), *Reconsidering Value and Labour in the Digital Age*, Palgrave Macmillan.
42. Horkheimer M. et Adorno T. W. (1983), *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard.
43. Formenti, 2011. Op. cit.
44. Pour consulter le projet, il suffit d’aller à la page <https://diasporafoundation.org> (dernière consultation le 21/12/2017).
45. Fuchs C., (2017), *Social Media, a critical introduction*, Sage Pubns Ltd.
46. Fuchs, 2017. Op. cit. La démarche de ce nouveau collectif peut être consultée à la page <http://immateriallaborunion.net>
47. Fuchs, C., (2014), *Digital Labour and Karl Marx*. New York, Routledge.
48. Dardot et Laval, 2014. Op. cit.
49. Morozov E., (2014), *Pour tout résoudre cliquez ici*, FYP Editions.
50. Ostrom, 2010. Op. cit.
51. Gorz A., (2015), *Le fil rouge de l’écologie, Entretiens inédits en français*, édition établie et présentée par Willy Gianinazzi, Éditions EHESS, p. 95.
52. Gorz, 2015. Op cit. p. 99.
53. Illich I, (1973), *La convivialité*, Éditions du Seuil, p. 74.
54. Illich, 1973. Op. cit. p. 74.
55. Illich, 1973. Op. cit. p. 145.
56. Hardt et Negri, 2012. Op. cit. p. 10.
57. Op. cit., p. 12.
58. Fuchs, 2017. Op. cit.
59. Amair J., Bell H., Brune P., Castoriadis C., Chatel S., Lefort C., Lyotard J-F., Mothé D., Pannonicus, Romano P., Véga A. et Weinberg G. (2007), *Socialisme ou barbarie, Organe de critique et d’orientation révolutionnaire*, Éditions Acraties, p. 35.

INDEX

Mots-clés : capitalisme digital, Facebook, communauté, communs, résistance digitale

AUTEUR

PAOLA SEDDA

Maitre de conférence, Université de Bourgogne